

Mayotte – Quelques réactions au mouvement contre la vie chère

Jeudi 6 Octobre 2011- 16:41:43 - *Mouvements sociaux, Syndicalisme*

Après deux semaines d'un conflit social qui tourne parfois à l'émeute et au pillage, quelques réactions ou déclarations de soutien se sont fait jour en métropole, parfois tardivement pour les principaux partis politiques "traditionnels".



Situation chaotique à Mayotte après 8 journées de manifestations

Le PCF (parti communiste français) a été le premier à réagir, jeudi dernier, en apportant son soutien aux « *légitimes revendications du mouvement en cours* » et a protesté « *contre le recours à la répression* ». Il accuse Nicolas Sarkozy d'avoir « *imposé le processus de départementalisation de l'île à marche forcée* » qui lui impose maintenant d'« *assumer les exigences que ce processus a fait naître dans la population française de Mayotte* ». Le PCF est le seul parti politique français qui s'est toujours clairement prononcé contre la départementalisation de Mayotte.

Vendredi, le NPA (nouveau parti anticapitaliste) d'Olivier Besancenot dénonçait « *le déploiement des blindés dans les rues (.) pour s'opposer à la grève générale* » et apportait « *tout son soutien aux travailleurs mahorais* ». Le parti de gauche a jugé la réaction gouvernementale « *totaletement disproportionnée* », faisant le parallèle avec les mouvements sociaux des autres dom tom, « *autrement dit dans l'une des "dernières colonies française"* ». Il estime qu'il s'agit avant tout « *d'une manifestation du mépris des autorités coloniales pour les Mahorais qui fait suite à d'autres interventions policières, aux propos racistes de certains hauts fonctionnaires, à la chasse aux comoriens "clandestins", aux tentatives de dresser les Mahorais contre les migrants africains venus du continent* ».

Comme on pouvait s'y attendre, le LKP de Guadeloupe a apporté, par la voix de son leader Elie Domota, son « *soutien à la mobilisation des travailleurs et du peuple de Mayotte* » et « *contre le mépris, pour la dignité et le respect* ». Il dénonce « *un*

impressionnant dispositif de répression destiné à terroriser les femmes et les hommes ». Il s'insurge également contre le « *black out médiatique organisé* », notant qu'« *aucune information n'est diffusée dans les autres colonies* ». Il demande la mise en place d'un « *véritable encadrement des prix pour mettre fin à la pwofitasyon* ». Tout comme Victorin Lurel, il évoque « *l'article L410-2 du code de commerce [qui] permet de réglementer les prix en absence de concurrence tout en protégeant et développant la production et la consommation des produits locaux* ».

Pour le parti socialiste, [Victorin Lurel, de passage à Mayotte](#) pour faire campagne pour François Hollande dans le cadre des primaires socialistes s'est exprimé sur ces manifestations et leurs origines. Il a notamment fustigé le système des agences de marques qui fait que « *avant même que les produits quittent la métropole, ces agences ont déjà pris une marge de 50%. Une fois sur place, les distributeurs correspondants invoquent de faibles marges avoisinant les 1 %, mais le bénéfice a déjà été fait avant !!* ».

Hier, mercredi, François Hollande, candidat à la primaire PS, a appelé le gouvernement à « *sortir de son mutisme* » face « *à l'amplification de la crise sociale à Mayotte* » et à ouvrir « *sans délai de réelles négociations* ». Dans un communiqué, il se dit « *inquiet de l'amplification de la crise sociale* » « *où les manifestations contre la vie chère se succèdent depuis le 27 septembre* ». Il appelle également les manifestants « *à rester dignes et pacifiques dans leurs protestations* ».

Du côté de la majorité gouvernementale UMP, il aura fallu attendre une semaine de conflit et trois jours d'émeutes avant que la ministre de l'outre mer, [Marcie-Luce Penchard](#) s'exprime en condamnant les « *actes de violence inacceptables* ». Hier, dans une [allocution télévisée](#), elle [appelait les manifestants au calme](#) tout en faisant un résumé des actions engagées par le gouvernement dans le cadre de la départementalisation.

A Mayotte, quelques réserves

Pour le SNUipp/FSU Mayotte, qui ne participe pas au mouvement, c'est une « *autre stratégie qu'il faut pour changer la donne* ». Le syndicat enseignant n'a d'ailleurs pas appelé à manifester. Égratignant au passage les organisations syndicales qui mènent le mouvement, « *étrangement absentes durant les mouvements durs des enseignants les années précédentes* », le Snuipp estime qu'il serait plus efficace d'accompagner les manifestations « *de propositions concrètes : faire baisser les prix ou augmenter les salaires* ». Le Snuipp en revient à son cheval de bataille, « *l'indexation des salaires* », qui permettrait « *à une partie de la population d'augmenter son pouvoir d'achat et de consommer* ». (Il paraît bon de rappeler que l'indexation des salaires ne concerne que les agents de l'état).

Le Snuipp propose également d'installer une aide « *sous forme de baisse de taxe sélective pour les entreprises s'engageant à maintenir des prix bas* ». Le bon fonctionnement et le respect de ce dispositif serait contrôlé par le conseil général de Mayotte.

Le syndicat enseignant semble aussi très inquiet sur la tournure que pourraient prendre les événements et prévient que « *nous ne pouvons pas attendre qu'un malheur plus grave vienne toucher notre communauté* ». Il choisit malgré tout clairement son camp en affirmant que « *le SNUipp est au côté des manifestants dans leur souffrance et est présent pour obtenir de réelles avancées* ».

Il revient également sur l'« *effort, porté par l'ensemble de la communauté* » qui avait été fait l'année dernière, en réduisant les taxes douanières sur quelques produits de première nécessité. La baisse des prix, logiquement induite par cette mesure n'avait duré que quelques jours, ce qui n'avait échappé à personne et fait dire au Snuipp qu'elle n'a « *servi qu'aux entreprises à augmenter leurs profits* ». Ce manquement, encore frais dans les mémoires, pèsera forcément sur les négociations difficiles qui ont bien du mal à s'installer.

(Lire le [communiqué intégral](#))

La CGPME (confédération générale des petites et moyennes entreprises de Mayotte), de son côté, estime que la crise que traverse Mayotte est « *le résultat d'une économie de marché sans concurrence et organisée principalement par le marché* ». Pour elle, la baisse des taxes douanières n'est pas la solution est mène à « *un échec prévisible* ». Elle déplore que les très petites entreprises qui « *représentent la majorité des acteurs économiques du territoire* » « *ne sont pas du tout accompagnées* ».

Elle propose la mise en place d'états généraux des prix à Mayotte et de dégager des solutions pour « *éviter de monter la population contre les entreprises qui souffrent autant qu'elle des problèmes structurels de l'économie de l'île* ».

Hier soir, mercredi, le syndicat des petites entreprises saluait l'engagement pris la veille par le vice-président du conseil général, Ibrahim Aboubacar, d'accompagner la mise en place d'une centrale d'achats « *afin de répondre aux besoins des Très Petite Entreprises (TPE) et de pouvoir adapter les prix des différents produits sur le marché de Mayotte* », un projet porté par la CGPME Mayotte « *depuis 2009* ».

(Lire le communiqué intégral)

Article consulté 2175 fois

© 2011 - [Reproduction soumise à autorisation](#)